

Éducation

## Le Gepso s'inquiète de pertes de chance pour les enfants handicapés liées au confinement

Publié le 02/04/20 - 18h01

**Le Groupe national des établissements publics sociaux et médico-sociaux (Gepso) gère des établissements dans les secteurs handicap et protection de l'enfance. Il alerte sur les risques de perte de chance liés au confinement pour les jeunes fragiles.**

Le Groupe national des établissements publics sociaux et médico-sociaux (Gepso) a organisé une conférence de presse ce 2 avril pour partager sa vision sur les conditions actuelles d'accompagnement des enfants en situation de handicap ou suivis par la protection de l'enfance. S'il salue l'engagement des familles sur le respect du confinement, il s'inquiète sur le long terme de l'impact psychique sur des jeunes fragiles et des pertes de chances liées à l'absence de la ritualisation des activités travaillées avec les équipes médico-sociales et aux conditions d'un enseignement à distance sans adaptation pour les enfants en inclusion scolaire.

### Des modalités pédagogiques non adaptées

*"Nous sommes associés aux réunions hebdomadaires organisées par le secrétariat d'État à la Protection de l'enfance et celui chargé des Personnes handicapées. L'écoute est bonne mais nous avons un vrai souci avec l'Éducation nationale, explique Marie-Laure de Guardia, présidente du Gepso. Ses modalités ne s'adaptent pas à nos réalités."* Ainsi dans les établissements de protection de l'enfance, avec au mieux deux ordinateurs par groupe de 8 à 10 enfants, il est bien difficile de faire tout le travail attendu par les enseignants. Les enfants handicapés sont majoritairement rentrés à domicile mais beaucoup de familles ont aussi un accès limité, voire impossible aux outils informatiques. Pour ceux qui étaient suivis dans les instituts médico-éducatifs (IME), les équipes se sont organisées pour leur apporter des éléments de travail adapté à domicile.

*"Mais pour ceux en inclusion, les quelques enseignants de nos services d'éducation spéciale et de soins à domicile (Sessad) ne peuvent réaliser toutes les adaptations pédagogiques. Le pire c'est que nous connaissons des enseignants prêts à nous aider mais à ce jour ils n'ont pas le droit de nous rejoindre. Nous aimerions vraiment pouvoir bénéficier du soutien d'enseignants dans nos locaux ou dans les leurs pour les situations les plus problématiques que nous avons bien identifiées. Avec l'enseignement à distance les inégalités sociales se creusent"*, poursuit la présidente du Gepso.

### Rompre l'isolement des familles

Le Gepso salue l'engagement des familles, exemplaires dans le confinement, mais s'inquiète de l'isolement et la vulnérabilité dans laquelle se retrouvent de nombreux enfants. *"Nous constatons que de nombreux enfants ne sortent plus du tout, commente Joëlle Rubéro, directrice de l'institut médico-social Saint-Antoine à l'Isle-sur-la-Sorgue (Var). Certaines familles refusent même les interventions de kinésithérapeutes que nous continuons à proposer par peur des risques de contagion. De notre côté, nous nous interrogeons par ailleurs sur une intensification de la présence des professionnels au domicile des parents qui le souhaitent, notamment pour faciliter les sorties."* Depuis que le secrétariat d'État à la Protection de l'enfance a relancé une campagne d'information sur le 119, le nombre d'appels a augmenté. Des appels d'enfants mais aussi de parents qui demandent de l'aide car ils se sentent débordés par la situation, notamment avec des enfants en situation de handicap.

### Des coopérations trop parcellaires

Pour faire face à ces situations, plusieurs adhérents du Gepso ont rouvert des internats d'IME qui fonctionnent désormais 7 jours sur 7 et dans lesquels les enfants qui sont rentrés resteront jusqu'à la fin du confinement. Encouragés dans la fiche Covid protection de l'enfance (lire notre [article](#)), le déplacement de personnel du secteur handicap vers le secteur protection de l'enfance pour faciliter la prise en charge des 30% d'enfants relevant de la double problématique reste ultra minoritaire, d'après le Gepso. *" Tout ça n'est pas piloté par les autorités de tutelle donc cela repose sur la bonne volonté des acteurs locaux. Il y a un certain nombre de foyers de l'enfance où l'absence de prise en charge adaptée des handicaps commence à se faire sentir au bout de plus de deux semaines"*, commente Marie-Laure de Guardia. Elle s'inquiète également pour les enfants qui ont des fragilités psychologiques et ne bénéficient plus des prises en charge dans les accueils de jour du secteur psychiatrique : *" Les liens avec le secteur de la santé mentale sont aujourd'hui très limités. Nous craignons des décompensations."*

---

## Emmanuelle Deleplace

---

Les informations publiées par Hospimedia sont réservées au seul usage de ses abonnés. Pour toute demande de droits de reproduction et de diffusion, contactez Hospimedia ([copyright@hospimedia.fr](mailto:copyright@hospimedia.fr)). Plus d'informations sur le copyright et le droit d'auteur appliqués aux contenus publiés par Hospimedia dans la rubrique [droits de reproduction](#).

### **Pas encore abonné à HOSPIMEDIA ?**

Testez gratuitement notre journal en vous rendant sur <http://www.hospimedia.fr>

### **Votre structure est abonnée ?**

Rapprochez-vous de votre référent ou contactez nous au 03 20 32 99 99 ou sur <http://www.hospimedia.fr/contact>